

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 07/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRENNTAG SA

2 rue Joseph Nicéphore Niepce
69740 Genas

Références : UDR-CRT-26-42-HD
Code AIOT : 0006103929

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement BRENNTAG SA implanté 5 rue Arago 69680 Chassieu. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action thématique d'initiative régionale concernant l'implantation et la configuration des dispositifs de détection dans les sites SEVESO. L'action vise à s'assurer que l'exploitant met en place l'organisation pertinente pour garantir que ses détecteurs soient efficaces, maintenus, testés, calibrés et placés de manière adaptée aux événements accidentels à maîtriser.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG SA
- 5 rue Arago 69680 Chassieu
- Code AIOT : 0006103929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement de BRENNTAG à CHASSIEU est un établissement classé Seveso seuil haut autorisé par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 et modifié depuis. Cet établissement commercialise des produits chimiques.

L'établissement BRENNTAG exploite, à CHASSIEU, un dépôt de produits chimiques. Les activités exercées sont le stockage en réservoirs, le conditionnement (enfûtage), la dilution, le stockage en entrepôt de produits chimiques divers.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant informe l'inspection qu'il souhaite réviser son projet de modification du bâtiment de stockage S4 transmis par courrier du 02 décembre 2024 afin de s'adapter aux besoins de ses clients en matière de liquides inflammables et à la dynamique de marché associée.

Il annonce ainsi qu'il ne souhaite pas poursuivre l'instruction du dossier en cours, l'inspection indique qu'un courrier doit être adressé en ce sens à Madame la Préfète du Rhône.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.1 et annexe III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Equipements techniques des MMRi	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détecteurs EDD et locaux à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
3	Maintenance des détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
5	Test des MMR	Arrêté Ministériel du 29/05/2005,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 4	
6	Cinétique de la MMR	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5	Sans objet
7	Maintien en sécurité et mises à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de montrer que l'organisation mise en place par l'exploitant pour garantir la conformité de ses détecteurs est pertinente. En revanche l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé d'état initial des équipements techniques contribuant à ses mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité et que la modélisation de l'incendie de l'entrepôt A doit être confortée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.1 et annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de danger
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.1. Généralités. L'étude de dangers justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement, dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, en application des dispositions de l'article R. 515-90 du code de l'environnement. L'annexe II du présent arrêté précise les critères d'application de cette démarche.</p> <p>Annexe III I.6. Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vu le document récapitulatif des MMR issu de l'EDD mise à jour au 31 octobre 2025 et en cours d'instruction. Pour chaque MMR il est indiqué, le phénomène dangereux concerné, la fonction de la MMR, le type de MMR (Barrières Humaines de Sécurité, Système à Action Manuelle de Sécurité, Barrières Techniques de Sécurité), la description, le niveau de confiance l'efficacité, l'indépendance et la testabilité/maintenabilité.</p> <p>Pour la suite des constats l'inspection s'intéressera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux détecteurs thermique, gaz et flamme des MMR 5 et 6 issues des scénarios INC-S3 et EXP-CIT-

<p>S2 ;</p> <p>- aux détecteurs optiques de la MMR23 issue du scénario INC-A.</p> <p>L'inspection considère que l'exploitant est conforme à la prescription contrôlée.</p> <p>En revanche, pour ce qui concerne la MMR23, issue du scénario INC-A, l'exploitant a fourni une feuille de calcul de l'incendie de l'entrepôt A qui ne montre pas d'effets hors site. En l'état actuel, l'inspection ne partage pas les hypothèses de calculs et considère que l'incendie de l'entrepôt A présente des effets hors site, et donc que la MMR23 est bien une mesure de maîtrise des risques instrumentée sauf si l'exploitant justifie les hypothèses du calcul réalisé à l'aide de l'outil Flumilog.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 1 :</u></p> <p>Concernant l'incendie de l'entrepôt A, l'exploitant compare les données d'entrée de calcul (géométrie de l'entrepôt, présence du merlon, terme source ...) et les distances d'effets de son calcul Flumilog avec ceux de la précédente EDD et explique à quoi sont dûs les écarts.</p> <p>Concernant le calcul FLUMILOG. L'exploitant se rapproche du support Flumilog pour avoir son accord sur l'utilisation du merlon dans les données d'entrée géométrique de l'entrepôt. De plus, l'inspection rappelle que le terme source doit correspondre à l'état des stocks maximal et non pas à un état représentatif des matières stockées. Ainsi, l'exploitant justifie des matières incombustibles sur la base de la liste figurant dans la documentation Flumilog, à défaut, il fait la démonstration que sa palette type enveloppe est incombustible par des essais.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Détecteurs EDD et locaux à risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement du réseau de détecteurs et conception</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance et réseau de détecteurs.</p> <p>A.- L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).</p> <p>Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.</p> <p>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité,[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a envoyé les documents justificatifs de conception et de dimensionnement du réseau de détecteurs en amont de l'inspection.</p>

<p>Sur la zone solvant (S2, S3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Siemens Building Technologies assure l'installation et la maintenance des détecteurs incendie : Détecteur optique de fumée, détecteur multi-capteur chaleur, câble thermique, ampoule fusible sur tête sprinkler. - OLDHAM assure l'installation et la maintenance des détecteurs de gaz et de flammes. <p>Au niveau du bâtiment A, DESAUTEL assure l'installation, la maintenance du dispositifs de sécurité incendie comprenant les détecteurs optiques</p> <p>Le local incendie est équipé de détecteurs optiques de fumée et de détecteurs multi-capteur chaleur.</p> <p>Par sondage l'inspection a contrôlé les câbles thermiques de la zone S2. L'inspection constate que l'installation des détecteurs est conforme aux plans d'installation du dossier d'ouvrage exécuté de SIEMENS daté du 09/07/2025.</p> <p>L'inspection considère que l'exploitant est conforme à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Maintenance des détecteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Établissement d'un programme et sa mise en œuvre.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/ accident ; -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il existe une procédure nationale groupe, pour toutes les MMRs. Cette procédure nommée PRCINSTAL05/03 créée le 15/04/2008 et révisée le 19/10/2025 s'intéresse de manière macroscopique à la gestion des éléments Important(e)s Pour la Sécurité (IPS) et aux Mesures de Maîtrise des Risques.</p> <p>L'inspection note que cette procédure indique que les MMRi font l'objet d'un dossier initial et de surveillance spécifique. (cf constat 4)</p> <p>La maintenance des MMRs est programmée et tracée dans la GMAO de l'exploitant. Après un contrôle par sondage sur la détection automatique d'incendie, l'inspection note que la procédure de contrôle et de maintenance est le référentiel APSAD R7, que le 24/11 l'exploitant a fait la</p>

<p>vérification semestrielle du surpresseur incendie, que ce contrôle a demandé le remplacement de la batterie qui a été réalisé le 8/01/26.</p> <p>L'inspection considère que l'exploitant est conforme à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Equipements techniques des MMRI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat initial des équipements techniques des MMRI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé l'état initial des mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. (MMRI)</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a pas défini d'état initial pour les MMR 6, 5 et 23. Ainsi les détecteurs comme les autres éléments constitutifs ne sont pas clairement identifiés dans l'état initial de chaque MMRI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 2 :</p> <p>Pour chaque MMRI, l'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à la MMRI, il s'assure que chaque éléments constitutifs de la chaine de sécurité ne remet pas en cause le niveau de confiance, l'efficacité et la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue par la MMRI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Test des MMR

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation des tests</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le test des détecteurs est fait lors de leur maintenance. Par sondage l'inspection a contrôlé le test des détecteurs de flammes. Le rapport de vérification OLDHAM - 2e visite 2025 montre que les détecteurs de flammes sont testés avec un simulateur de flamme avec Lampe test IR3 T. Le test est réalisé avec succès.</p> <p>L'inspection considère que l'exploitant est conforme à la prescription contrôlée pour ce qui concerne les détecteurs. Cependant au regard du constat précédent, l'inspection rappelle à l'exploitant que le test doit aussi être fait sur la mesure de maîtrise des risques et sur chaque élément constitutif de la chaîne de sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Cinétique de la MMR

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation EDD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après l'exploitant, pour la zone S2, le déclenchement de la MMR 5 est automatique et instantané lors de la détection de chaleur autour de la cuvette par câbles thermofusibles ou lors de la détection de gaz ou de flamme. L'inspection considère que l'exploitant est conforme à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Maintien en sécurité et mises à l'arrêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Procédures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>B.-[...] L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie [...] des mesures de maîtrise des risques et le cas</p>

échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.
Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

L'inspection demande à l'exploitant ce qui se passe en cas de défaillance ou anomalie des MMRs.
L'exploitant renvoie à sa procédure FRSER02/00a " Gestion des situations anormales – Mesures compensatrices et fonctionnement en mode dégradé" et sa PRCINSTAL05/03.

La procédure PRCINSTAL05/03 indique que des mesures compensatoires sont prises sur décision du Directeur des Opérations, selon « L'INVENTAIRE HIERARCHISE DES MESURES COMPENSATOIRES DE SUBSTITUTION EN CAS DE DEFAILLANCE » (DON2PRCINSTAL05) et sur appui technique de la Direction HSE.

L'examen de l'inventaire montre qu'en cas de défaillance sur la détection Incendie ou la détection Gaz l'exploitant met en place des rondes rapprochées (nuits et WE). Ainsi, pour l'exploitant, la sécurité de l'installation est maintenue avec une protection dégradée.

L'inspection considère que l'exploitant est conforme à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite